



Retrait total de la loi travail

L'importante journée d'action du 31 mars rassemblant plus d'un million de personnes dans 260 villes a démontré la détermination sans faille des étudiant-es, lycéen-nes, salarié-es, privé-es d'emploi et retraité-es à obtenir le retrait du projet de loi travail et à conquérir de nouveaux droits sociaux. Au-delà des manifestations, ce sont des assemblées générales interprofessionnelles dans de nombreuses villes, des débats à l'occasion des « nuits debout », des actions de blocage. Le gouvernement ne pourra compter ni sur les vacances, ni sur le mauvais temps pour limiter tout cela.

La population est d'accord avec nous !

Notre mouvement est majoritaire dans la population : la loi travail est massivement rejetée. La preuve, ce sont les remous que cela produit dans les syndicats qui ont décidé d'accompagner le gouvernement, dans la classe politique ou parmi les économistes qui sont nombreux à s'exprimer pour dire que la loi travail va aggraver la situation des salarié-es et les inégalités sociales.

Dans le même temps, accompagnée des déclarations de Gattaz, la ministre du travail El Khomry annonce qu'elle est prête à revoir encore l'assouplissement des règles de licenciement pour les petites entreprises. Les salarié-es et le code du travail ne sont pas responsables des difficultés des PME ! Ce sont les grands groupes qui imposent leurs chaînes de sous-traitance et font des profits colossaux en minimisant les risques. Et par l'évasion et l'optimisation fiscales, ils se débrouillent pour payer moins d'impôts que les PME...

Le gouvernement manœuvre

Le gouvernement tente à nouveau de faire des propositions à certaines des organisations étudiantes et lycéennes car il veut faire retomber les grèves et manifestations. Cela tout en réprimant sévèrement certaines actions.

On continue...

L'addition de chacune de nos actions, de chaque personne dans la grève et dans la rue, de chaque jour de mobilisation doit **faire exploser le compteur pour signifier la fin de la loi travail.**

Les moyens d'action sont nombreux et divers : les manifestations, les grèves, les actions de blocage, les initiatives de base de mobilisation citoyennes. Tous ces moyens doivent être utilisés pour renforcer la participation la plus nombreuse et contribuer à bloquer l'économie pour élargir le rapport de forces.

Sud Assurance réaffirme que dans un contexte de hausse du chômage, d'explosion de la précarité et de la pauvreté, ce texte va organiser une régression généralisée des droits, créer un dumping social entre les entreprises d'un même territoire et d'une même branche et aggraver les inégalités entre les salarié-es.

Contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, ce projet de loi travail ne créerait en aucun cas les emplois pérennes nécessaires à la relance et à l'investissement.

Le gouvernement doit entendre les milliers d'étudiant-es, de lycéen-nes, de salarié-es, de privé-es d'emploi et de retraité-es mobilisés massivement aujourd'hui dans la rue et dans les entreprises avec de nombreux appels à la grève. Il doit entendre tous les citoyen-nes qui s'expriment, 70% de la population

estime en effet, qu'il faut retirer le texte, qu'il n'est pas amendable, sa philosophie globale restant inchangée.

Sud Assurance affirme une nouvelle fois que les pouvoirs publics doivent garantir le droit à manifester, à se réunir, à s'organiser, tout en assurant la sécurité des manifestant-es.

D'ores et déjà, de nouvelles journées de mobilisation avec grèves et manifestations sont prévues et ce dès le 5 avril à l'initiative des organisations de jeunesse. Les salarié-es se mobiliseront sous diverses formes, notamment avec l'interpellation des parlementaires.

Le 9 avril, Sud Assurance appelle à la réussite d'une nouvelle grande journée d'action de grèves et de manifestations.

Si le gouvernement ne répond pas, Sud Assurance avec l'Union syndicale Solidaire restera déterminé à poursuivre et amplifier la mobilisation pour obtenir le retrait du projet de loi travail et à conquérir de nouveaux droits sociaux y compris par les manifestations et la grève interprofessionnelle.

Tous et toutes en manifestation le samedi 9

Ce que nous voulons :

Halte à la répression

Interventions musclées, intimidations, arrestations arbitraires et détentions, agressions, utilisation des matraques, canons à eau...

c'est le triste tableau de l'utilisation de la police par ce gouvernement à l'occasion de nos mobilisations.

Les premiers et premières touchés sont les jeunes, mais des militants syndicaux sont aussi victimes de l'action du gouvernement. On se demande s'il perd le sens de la mesure, ou s'il est débordé par l'état d'urgence qu'il a créé.

- ▶ De vrais emplois choisis avec des conventions collectives protectrices.
- ▶ De vraies formations assurant une qualification.
- ▶ De vrais salaires y compris pour les stagiaires, apprenti-es...
- ▶ Des créations d'emplois pour les associations qui sont présentes dans les quartiers.
- ▶ Des créations d'emplois dans les services publics qui assurent la solidarité dans notre société : transports, éducation, santé, culture...
- ▶ Des créations d'emplois et des filières de formation pour la transition écologique dans l'industrie et l'agriculture.
- ▶ Un statut qui assure la continuité totale des droits des salarié-es qu'ils soient ou non dans l'emploi.
- ▶ La réduction du temps de travail à 32 heures sans perte de salaire pour permettre des embauches et donner du temps pour vivre.
- ▶ L'encadrement et la limitation stricte de l'embauche de stagiaires, apprenti-es dans les entreprises (nombre et position dans les services, encadrement...).

Nous sommes toutes et tous dans la rue parce que le gouvernement fait comme si on avait mal compris, et répète que plus de licenciement permettra plus d'emplois... la répression ne nous arrêtera pas.

Sud Assurance idf
144 Bd de la Villette 75019 PARIS
Téléphone : 06 66 75 97 84 - Télécopie : 01 73 79 48 90
Messagerie : sud.assurance@gmail.com
Internet : httd-assurance.wifeo.com